

Concours : 3e concours ENM

Epreuve : Note de synthèse

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le blasphème et la liberté d'expression

"Depuis quelques décennies, nous assistons à un choc des cultures entre les discours religieux et le monde séculier" souligne Isabelle Franck, journaliste à l'hebdomadaire la vie (doc. 4). Ce choc se traduit par un retour des débats autour de la notion de blasphème, sous une forme renouvelée. Le blasphème se définit, selon le littré, comme des "paroles qui outragent la divinité" (doc. 3). La liberté d'expression, garantie par la loi du 29 juillet 1881, induit en principe le droit de blasphémer. Ce droit se trouve toutefois indirectement remis en question, par la reconnaissance du droit des croyants eux-mêmes, quant au respect de leur sensibilité.

Ainsi, l'équilibre entre la liberté d'expression et la liberté religieuse semble perturbé, entraînant le risque, que Benjamin Constant avait pu souligner, de "transformer les tribunaux en arènes de métaphysique" (doc 3).

En France, où la liberté d'expression implique le droit au blasphème (I), des craintes émergent quant à un recul de la liberté d'expression, face à un souci de paix sociale (II).

I. En principe, la liberté d'expression implique le droit de blasphémer

L'histoire a mené à un recul de l'interdit du blasphème et à l'instauration corrélatrice de la liberté d'expression (A). Aujourd'hui, le droit de blasphémer s'inscrit dans la liberté d'expression, dans des limites fixées à celle-ci (B).

A. Le contexte historique du recul de l'interdit du blasphème et de l'instauration corrélatrice de la liberté d'expression

L'interdit du blasphème, prévu par le droit canonique, avait besoin de l'intervention étatique, pour être effectif. En effet, contrairement aux Hébreux, qui sanctionnaient le blasphème de la peine de mort, les premiers chrétiens étaient relativement souples, en matière de blasphème. (doc. 3). L'article 1369 du Code de droit canonique punissait en effet le blasphème d'une "peine p^{eu}ve" (doc 1). Au Moyen-Âge, les rois punissaient le blasphème, par crainte du surnaturel divin (doc. 3). Les monarques étaient incités à faire preuve de mesure en la matière, comme ce fut Saint Louis par le pape Clément IV, lorsqu'il envisagea de punir le blasphème de la peine de mort. Louis XIV, monarque absolu, fut sanctionné le blasphème de la peine de mort. C'est ainsi qu'à cette période, le Chevalier de la Baume subit la peine de mort, pour des faits de blasphème (doc 3).

La loi du 17 mai 1819, dite loi de bûne, supprima la censure. Elle continuait toutefois à sanctionner, en son article 8 l'infraction "d'outrage à la morale publique et religieuse" (doc 3). Cette infraction ne fut supprimée que par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, autorisant en conséquence le blasphème, sous réserve de ne pas diffamer ou injurier les croyants.

B. L'encadrement juridique de la liberté d'expression et du droit de blasphémer qu'elle implique

La liberté d'expression est proclamée par la loi du 29 juillet 1881, alors que la liberté de conscience est affirmée à l'article 1^{er} de la Constitution, dans le cadre posé par la loi de 1805 sur la laïcité (doc 4). La liberté de la presse est également protégée par les articles 10 et 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (doc 9). En conséquence, l'entrave à l'exercice de la liberté d'expression fait l'objet de sanctions pénales. En matière de blasphème, la Chambre criminelle de la Cour de cassation a confirmé la condamnation des spectateurs ayant interrompu un spectacle, sur le fondement de la liberté d'expression. Elle a notamment rejeté l'argumentation des demandeurs

au pouvoir, qui tentaient de faire prévaloir leur propre liberté d'expression, afin de justifier leur comportement. En l'espèce, la Cour considère que le spectateur dont les convictions religieuses sont heurtées, peut quitter le spectacle en exprimant son mécontentement. En revanche, s'il tente de monter sur scène, ou de chanter, nécessitant l'interruption du spectacle et l'intervention des services de sécurité, il commet le délit d'entrave à la liberté d'expression, sans pouvoir se libérer en arguant de ses propres convictions religieuses. Le droit au blasphème prime donc sur le respect de la sensibilité des croyants (doc 2).

Outre les limites de la diffamation et de l'insulte, fixées par la loi du 29 juillet 1881, la liberté d'expression est encadrée par la loi de 1972 dite loi Pleven. Cette loi sanctionne en particulier le racisme, qui ne pourrait être considéré comme une opinion exprimable. La France est donc dotée d'un mécanisme protégeant les personnes, et non les cultes (doc 9).

Cependant, des craintes s'expriment quant à la remise en cause de ce système, au détriment de la liberté d'expression (II).

II Les craintes quant à un recul du droit au blasphème, inhérent à la liberté d'expression, pour des motifs liés à la recherche de la paix sociale.

La crainte de voir reculer la liberté d'expression (B) résulte notamment de l'absence de consensus européen en matière de blasphème (A).

A. L'absence de consensus européen en matière de liberté d'expression et de droit au blasphème

La position française en matière de liberté d'expression et de blasphème diffère de celle des autres pays européens. Ainsi, le blasphème est toujours sanctionné en Italie, en Finlande, en Grèce, en Allemagne ou dans les pays soumis à la Common Law (doc 6).

La Cour européenne des droits de l'homme tient compte de l'absence de consensus entre les Etats membres en

matière de blasphème, et accepte d'adopter la prudence au cas par cas. Ainsi, dans un arrêt du 25 octobre 2018 E.J. contre Autriche, elle a confirmé la condamnation pour blasphème d'une personne ayant tenu des séminaires sur l'Islam, accusant le prophète Mahomet de pédophilie. La Cour relève notamment la présence de publicité, pour ce séminaire ouvert à tous, et le défaut de débats objectifs sur les faits imputés à Mahomet. La décision est rendue au regard notamment du respect de la sensibilité des croyants misés à cette conférence, et à des impératifs de paix sociale entre les membres de différentes religions (doc 7).

B. les craintes quant à un recul du droit au blasphème et de la liberté d'expression dont il découle

La décision rendue par la Cour européenne des droits de l'homme le 25 octobre 2018 a soulevé de nombreuses critiques. Selon Mathieu Stricot, l'Europe a transformé le blasphème, en intégrant un nouvel acteur: le croyant offensé (doc 4). Selon Jégo Puppik, cette décision a été prise par la Cour européenne par peur des musulmans, puisqu'il s'agit de préserver la paix religieuse (doc 8). Sans doute Europe quant à lui les offensives diplomatiques des États membres de l'Organisation de la Conférence Islamique, afin que l'islamophobie soit assimilée à la haine raciale (doc 6). En effet, l'islamophobie relève étiymologiquement de la peur de la religion musulmane, et ne devrait pas être sanctionnée, à défaut de viser les musulmans, mais la religion elle-même. Le risque réside en effet d'interdire la critique de l'Islam en tant que religion, et partant de réinstaurer l'interdiction du blasphème (doc 5).

Selon Anastasia Golovins, l'argument de la paix religieuse pourrait être inversé par les juges français, qui pourraient se fonder sur les termes de la loi Pleven, pour instaurer l'interdiction du blasphème, afin de respecter les croyants (doc 11). Le devoir de ne pas heurter les croyants devrait toutefois, selon André Goute-Paville, relever de la morale, des bonnes manières, mais pas de la loi (doc 10).